

Canada. Cette ligne de conduite découle d'une analyse des quatre sous-régions de l'Asie-Pacifique : l'Asie du Sud (où l'Association sud-asiatique de coopération régionale peut créer un consensus régional sur diverses questions); l'Asie du Sud-Est (où l'ANASE continue d'évoluer); le Pacifique Sud (où prend forme le Forum du Pacifique Sud) et le Pacifique Nord. Cette dernière sous-région est la seule où se confondent les intérêts des deux superpuissances et de deux grandes puissance, où sont concentrées d'importantes forces conventionnelles et nucléaires, qui n'est pas pleinement représentée à l'APEC et où une instabilité accrue nuirait aux intérêts canadiens sur les plans politique, économique, social et environnemental. C'est la seule sous-région qui ne dispose d'aucune tribune multilatérale pour discuter d'orientation. Les mécanismes bilatéraux qui existent actuellement dans le Pacifique Nord pourraient être utilement renforcés par un plus vaste dialogue.

LE VOLET «ONG»

Le volet de l'initiative canadienne axé sur les organismes non gouvernementaux (ONG) vise expressément à examiner les sujets ainsi que les perspectives de dialogue dans le Pacifique Nord tout en encourageant un échange de vues entre experts de la région. Des discussions ont été menées avec des représentants de l'Université York de Toronto, et ils ont accepté d'organiser une série de conférences internationales pour examiner les moyens d'améliorer les relations entre les divers pays du Pacifique Nord. Outre des universitaires, ces conférences réuniront des membres d'ONG spécialisés dans un certain nombre de domaines pertinents. Avec d'autres études, elles influenceront directement sur le programme du gouvernement du Canada.

LE VOLET GOUVERNEMENTAL

Le volet officiel ou gouvernemental de l'initiative canadienne est un processus ouvert visant à examiner les avantages d'un dialogue régional. Il faut éviter ici de transplanter les institutions ou modèles européens. Les sources de tension et la nature des défis qui se posent dans le Pacifique Nord ne permettent pas une telle approche. Il faut plutôt tenir compte des traditions, de l'histoire et des caractéristiques géopolitiques de la région, tout en mettant l'accent sur la consultation et non sur la négociation.

Afin de saisir les différences existant entre le projet du Canada et ceux proposés récemment par d'autres pays (l'URSS, l'Australie, la Mongolie, la Corée du Sud), les observateurs doivent absolument comprendre que l'initiative canadienne :

- ne vise pas à appliquer le cadre de confiance et de sécurité européen à l'Asie;